

Maromme, le 1^{er} mars 2023

ZFE : UN MORATOIRE, VITE !

Les zones à faibles émissions sont entrées en vigueur dans plusieurs métropoles françaises, dont celle de Rouen. En Normandie, où la période de sensibilisation vient de s'achever, les conducteurs circulant sans vignette ou à bord de véhicules classés Crit'air 4 et 5 n'auront désormais plus le droit de circuler dans les 13 communes du dispositif sous peine d'amende. Si cette mesure relève d'une véritable problématique de santé publique, sa mise en place brutale sans réels mécanismes compensatoires s'avère socialement injuste en conduisant à l'exclusion des automobilistes les plus modestes des grandes agglomérations du pays...



Fin 2021, je prenais la parole dans un premier communiqué pour expliquer le refus de la Ville de Maromme d'intégrer la ZFE de la Métropole Rouen Normandie et alerter par la même occasion sur les risques de fractures sociale et territoriale inhérents à la mise en place de ce dispositif.

Au regard de leur mise en oeuvre, les zones à faibles émissions constituaient déjà une source d'inquiétude pour l'élu local que je suis, bien conscient des réalités de terrain et notamment des conséquences de cette mesure sur les populations les plus fragiles.

À Maromme, où 50% du parc automobile allait être amené à ne plus pouvoir circuler dès l'entrée en fonction de la ZFE, il était évident que l'immense majorité des propriétaires de véhicules interdits, pour beaucoup à faibles revenus, serait dans l'incapacité d'en acquérir un nouveau répondant aux critères imposés. Bien entendu, des aides financières ont rapidement été proposées pour compenser l'impact de cette mesure, mais le reste à charge demeure toujours trop élevé pour de nombreux concitoyens.

Or, nous savons tous qu'il existe pour beaucoup une interdépendance entre mobilité et emploi. Aussi, faire vaciller aujourd'hui cet équilibre parfois fragile présente un véritable risque de voir s'accroître la précarité des plus modestes et se renforcer les inégalités, dans un contexte économique et social déjà extrêmement tendu.

Pour ces raisons - et sans jamais contester la pertinence de cette mesure qui vise légitimement à réduire la pollution atmosphérique des grandes métropoles - j'ai écrit en octobre dernier à Madame la Première Ministre pour lui faire part de mes préoccupations et lui demander de bien vouloir envisager un moratoire sur la question.

À ce jour, cette requête est restée lettre morte et il s'avère assez regrettable de constater que les plus hauts échelons de l'État ne daignent même pas répondre aux sollicitations des élus locaux...

Nous sommes pourtant de plus en plus nombreux, tous bords politiques confondus, à demander le report des ZFE. À Paris comme à Lyon, les calendriers ont déjà été revus, à Grenoble des réflexions sont encore menées pour parvenir à une instauration progressive et raisonnée, tandis qu'à Toulouse, Reims, Montpellier, Nice et Marseille, les élus laissent sous-entendre qu'ils ne procéderont à aucune campagne de verbalisation massive faute de réelles alternatives à proposer aux automobilistes.

Il faut comprendre en effet que dans la plupart des métropoles concernées, même si de grands chantiers voient le jour pour l'améliorer, l'offre de transport en commun reste encore largement insuffisante. Emmanuel Macron et son gouvernement se sont bien engagés dans un plan de modernisation du secteur ferroviaire, avec notamment la création de RER métropolitains, mais il faudra plusieurs années pour le voir aboutir.

Ainsi, les propriétaires de véhicules affichant des Crit'Air 5, 4 et bientôt 3 se voient progressivement interdire l'accès de toutes les métropoles françaises avec pour seule option de s'endetter dans l'achat d'un véhicule récent. Quid également des petits commerçants et artisans dont beaucoup ne pourront tout simplement plus exercer leur métier dans les grandes aires urbaines ?

Je tire donc une nouvelle fois la sonnette d'alarme pour alerter sur la nécessité de revoir la feuille de route, afin de prendre véritablement en considération le quotidien de millions de Français. Si les zones à faibles émissions peuvent être une solution pour améliorer la qualité de l'air, leurs modalités de mise en oeuvre sont imparfaites et les aides financières proposées par l'État insuffisantes.

À l'heure où la France subit les effets d'une crise internationale sans précédent, où chacun voit les prix de l'énergie comme de l'alimentation exploser, où les inégalités se creusent et la colère populaire monte, convenir d'un moratoire sur la question des ZFE relèverait tout simplement du bon sens.



David LAMIRAY
Maire de Maromme
Conseiller départemental de Seine-Maritime
Vice-Président de la Métropole Rouen Normandie